

LA TRAHISON DES CLERCS

## Raymond Aron, avocat de l'atlantisme



Durant la Guerre froide, Raymond Aron fut l'un des principaux relais intellectuels de la diplomatie culturelle des États-Unis en France. Pendant plus de trente ans, il a participé activement à plusieurs opérations d'ingérence pilotées par les services secrets états-uniens. Il a ainsi contribué au succès idéologique du Congrès pour la liberté de la culture. Ami de Friedrich von Hayek, conseiller de Kissinger, il a su créer, dans le sillage de son action intellectuelle, une véritable école de pensée, libérale, anticommuniste et atlantiste dont la Fondation Saint-Simon constitue l'un des avatars.

page 2

**Exporter le  
« modèle  
démocratique »  
de Floride en  
Afghanistan**

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Après avoir contribué largement à la fraude électorale massive en Floride en 2000, Katherine Harris assure contre toute évidence que tout va pour le mieux dans l'organisation des élections de 2004. La mascarade électorale états-unienne se reproduit et s'exporte en Afghanistan où, malgré la fraude, James Dobbins se félicite du scrutin.

page 10

REPÈRE : 23 OCTOBRE 1990

### En Bulgarie, après la chute du Mur, c'est Washington qui choisit le président

La National Endowment for Democracy est un programme bipartisan d'ingérence des États-Unis par le soutien financier et stratégique d'hommes politiques ou de partis à l'étranger. En 1990, en Bulgarie, lors des premières élections libres depuis 45 ans, la NED investit près de 2,5 millions de dollars pour empêcher la victoire du Parti socialiste. Malgré ces efforts, celui-ci remporte l'élection, à la consternation de George Bush senior. Ce dernier envoie alors Elliot Abrams à Budapest pour organiser une campagne de déstabilisation du gouvernement. Abrams est un expert, il avait déjà dirigé les opérations anti-sandinistes au Nicaragua. Les manifestations, les grèves et les sit-ins se succèdent. La CIA crée de toutes pièces un parti, l'Union des Forces Démocratiques (UDF) - qui dérivera vers l'extrême droite - afin de peser sur la vie politique. Finalement, en juillet 1990, le président socialiste Petar Mladenov démissionne sous la pression « de la rue ». En juillet 1991, l'UDF obtient le poste de Premier ministre dans un gouvernement minoritaire. ■



### COMMENT JUGER DE LA COMPÉTENCE D'UN EXPERT ?

La presse occidentale l'attendait avec impatience : le rapport annuel sur l'équilibre militaire mondial de l'International Institute for Strategic Studies de Londres vient d'être rendu public. On y apprend qu'Al Qaïda ayant perdu sa base afghane s'est dispersé dans le monde et a recruté partout des talents locaux. Le "réseau des réseaux" dispose désormais de 18 000 terroristes potentiels, implantés dans 60 pays, dont plus d'un millier en Irak. La direction centrale s'est renforcée et se concentre sur l'acquisition d'armes nucléaires. Ces informations alarmistes, créditées par des personnalités renommées, ont suscité un flot de commentaires sur les moyens à développer pour répondre à cette nouvelle menace. Personne ne semble se souvenir que, le 9 septembre 2002, le même institut avait publié avec grand tapage un rapport attestant du stockage d'armes de destruction massive en Irak ; rapport qui fut considéré comme la confirmation par des "experts indépendants" des renseignements fournis par les services secrets anglo-saxons, et qui conduisit plusieurs États à participer à l'invasion de l'Irak. On a les experts que l'on mérite. ■

## La trahison des clercs

# Raymond Aron, avocat de l'atlantisme

**Durant la Guerre froide, Raymond Aron fut l'un des principaux relais intellectuels de la diplomatie culturelle des États-Unis en France. Pendant plus de trente ans, il a participé activement à plusieurs opérations d'ingérence pilotées par les services secrets états-uniens. Il a ainsi contribué au succès idéologique du Congrès pour la liberté de la culture. Ami de Friedrich von Hayek, conseiller de Kissinger, il a su créer, dans le sillage de son action intellectuelle, une véritable école de pensée, libérale, anticommuniste et atlantiste dont la Fondation Saint-Simon constitue l'un des avatars.**



Raymond Aron et Henry Kissinger

Né en 1905, Raymond Aron appartient à une vieille famille juive alsacienne. Un de ses lointains parents soignait Louis XIV. L'arbre généalogique de sa famille révèle par ailleurs des liens de parenté avec Émile Durkheim, père de la sociologie française, et son neveu, l'anthropologue Marcel Mauss. Normalien, camarade de promotion de Sartre, Canguilhem et Nizan, Raymond Aron est socialiste et pacifiste. Il participe sans éclat à la vie politique estudiantine du Quartier latin des années 20. Il part en Allemagne où il exerce la fonction de lecteur à l'université de Cologne ; il est ensuite recruté par l'Institut français de Berlin. Il assiste à la montée de l'antisémitisme et à la prise de pouvoir d'Adolf Hitler. En 1933, il rentre en France et est accueilli par le Centre de

documentation sociale dirigé par Célestin Bouglé. Le hasard veut qu'il succède à Marcel Déat, futur fondateur du Rassemblement national populaire, mouvement collaborationniste sous l'Occupation. Le Centre, installé rue d'Ulm, reçoit des crédits de la Fondation Rockefeller. Raymond Aron y noue des relations avec Robert Marjolin, un économiste formé aux États-Unis grâce à une bourse obtenue par Rist et Bouglé, les deux contacts permanents de la Fondation Rockefeller en France [1].

## Premiers pas à Londres

Après la démobilisation, Aron quitte la France pour s'installer à Londres. Dès son premier séjour, il rencontre par l'intermédiaire de son ami Robert Marjolin l'équipe de Jean Monnet. Il est ensuite recruté par André Labarthe, chargé par le général de Gaulle de créer une revue de la Résistance : *La France libre* dont Aron devient l'un des rédacteurs les plus dynamiques. La revue lui permet de développer des idées qui vont être le leitmotiv de son engagement politique durant la Guerre froide. Dans un article de 1944, Raymond Aron donne une forme primitive à la rhétorique anti-totalitaire qui deviendra le discours quasi-officiel de l'intelligentsia anticommuniste. Les trois grands courants « *païens* » de la période contemporaine, le socialisme, le communisme et le nazisme, sont ainsi désignés comme trois représentations de l'idéal-type de « *religion séculaire* ». Aron se distingue surtout en critiquant ouvertement le général de Gaulle, notamment dans un article de 1943 intitulé *L'ombre de Bonaparte*. Les rapports qu'il entretient avec Labarthe sont cordiaux. Ce que ne sait pas encore Aron, c'est que le responsable de *La France libre* sera plus tard suspecté, notamment par l'atlantiste Henri Freney, d'être un agent soviétique appartenant au réseau Harry Robinson.

À Londres, Raymond Aron rencontre des futurs alliés de la Guerre froide. Il fréquente assidûment le *Reform club* animé par Lionel Robbins et Friedrich von Hayek qui prépare la construction de la Société du Mont Pèlerin. Karl Mannheim lui propose un poste à la London School of Economics and Political Studies, prestigieux bastion des libéraux (Mises, Hayek) financé par la Fondation Rockefeller. L'engagement d'Aron dans le mouvement gaulliste durant la guerre n'est pas assez intense pour lui valoir les faveurs du général qui n'apprécie pas les critiques formulées par le jeune intellectuel. Aron voit Vichy comme « *une parenthèse dans l'histoire* » et n'a jamais condamné la Révolution nationale. Il se fit dans sa vie, à plusieurs reprises, le défenseur des pétainistes, notamment lors de la polémique suscitée par le livre de Bernard-Henri Lévy, *L'idéologie française*. Pour Aron, « *Traîtres les collaborateurs, oui ; traîtres les tenants de la Révolution nationale, certainement non. Ceux qui regrettent aujourd'hui à froid que l'épuration n'ait pas frappé tous les tenants de la Révolution nationale en tant que tels se conduisent en fauteurs de guerre civile. Même en 1941, je ne m'abandonnais pas à ces passions basses* » [2].

## Journalisme et politique

À la Libération, déçu par ses échecs universitaires, Raymond Aron s'investit dans des activités journalistiques et politiques. Il écrit dans *Point de vue*, *Combat* et surtout le *Figaro* dirigé par Pierre Brisson, ancien collaborateur de Lucien Romier mort durant la guerre après avoir été ministre de l'État

français [3] en 1943. La ligne politique du *Figaro* est ouvertement pro-états-unienne. Anticommuniste, en faveur de l'Alliance atlantique et de la construction européenne, Raymond Aron acquiert dans les colonnes du journal une légitimité intellectuelle indiscutable. Il est l'une des quatre grandes signatures avec André Siegfried, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, François Mauriac qui le suit au Congrès de la liberté de la culture et André François-Poncet qui remplace le général Koening comme chef des autorités d'occupation puis ambassadeur auprès de la République fédérale d'Allemagne.

Il connaît parallèlement sa première expérience politique en devenant à la Libération le directeur de cabinet du ministre de l'information, André Malraux. Il travaille avec Jacques Chaban-Delmas, Manès Sperber et Jean Lecanuet. Il commande des sondages à l'IFOP, récemment créé par Jean Stoetzel, un ancien de la Fondation Alexis Carrel [4]. En 1947, il adhère au RPF. Aux assises de Lille, il est chargé d'une intervention sur ce que le général appelle « *l'association* » (le partage capital/travail au sein de l'entreprise), concept clé de la « troisième voie » économique revendiquée par de Gaulle.

## Guerre froide et réflexion politique

La pensée politique de Raymond Aron est profondément enracinée dans le contexte historique de la Guerre froide. Le principal objectif de ses publications consiste à rallier les intellectuels neutres, c'est à dire n'appartenant pas au Parti communiste mais manifestant une sympathie pour l'idéologie marxiste, ce qu'Aron désigne lors d'une communication à la Société du Mont Pèlerin « *le préjugé favorable à l'Union soviétique* ». *L'Opium des intellectuels* témoigne de cette volonté de convaincre la gauche non-communiste. Aron, inspiré par les thèses des *New York Intellectuals*, y annonce la fin des idéologies et exhorte les intellectuels à rompre avec le socialisme.

Défenseur de la liberté dans le monde face à des partis communistes qui « *avec ou sans internationale, avec ou sans Kominform, représentent une conspiration permanente, destinée à ouvrir une voie à l'impérialisme russo-soviétique* », les États-Unis représentent pour l'auteur du *Grand schisme* l'empire bienveillant en guerre pour la liberté : « *La classe dirigeante des États-Unis n'a pas souhaité l'hégémonie qui lui est échue dès que le potentiel industriel de la République américaine s'est transformé en force militaire [...] La diplomatie soviétique a suscité en réaction une volonté de containment, l'effort pour arrêter l'expansion du rival, elle n'a pas suscité une volonté de domination, à moins d'employer ce terme pour désigner l'effort pour élargir la zone ouverte aux échanges libres* » [5].

Raymond Aron agit comme le relais intellectuel de la diplomatie états-unienne en France. Ami et conseiller d'Henry A. Kissinger qui le considère comme son maître à penser [6] et de George Kennan, père de la doctrine du *containment*, Aron est incontestablement le meilleur appui dont disposent les services culturels états-uniens en France.

## Raymond Aron, le chef de file français du Congrès pour la liberté de la culture.

En juin 1950, à Berlin, Melvin Lasky organise la première réunion internationale de ce qui deviendra le Congrès pour la liberté de la culture [7]. L'initiative est soutenue par des intellectuels anticommunistes rassemblés dans « *un comité non-officiel et indépendant* » dont Aron est membre. La réunion de Berlin aboutit à un embryon d'organisation : Arthur Koestler écrit *Le Manifeste aux hommes libres* et un texte rédigé par Henri Freney prévoit la création d'un comité international doté d'un secrétariat permanent et de comités nationaux. Dès novembre 1950, cinq suppléants sont nommés afin de compléter la liste des membres du comité exécutif. À cette occasion, Raymond Aron entre dans les instances dirigeantes du Congrès pour la liberté de la culture. Il en devient rapidement l'une des personnalités les plus influentes. Il est proche de Michaël Josselson [8], intermédiaire entre la CIA et les intellectuels, et ses livres - notamment *Le Grand schisme*, *L'Opium des intellectuels* et *Les Guerres en chaîne* - constituent des ouvrages de référence pour l'intelligentsia anticommuniste.



Raymond et Suzanne Aron avec leur officier traitant de la CIA, Michael Josselson, et Denis de Rougemont

Aron implante solidement le Congrès en France et contribue à diffuser les thèses des *New York Intellectuals* en permettant la traduction de *L'Ère des organisateurs*, manifeste de l'organisation écrit par son ami James Burnham. Il est sollicité pour organiser ou participer à plusieurs réunions parrainées par le Congrès. En 1954, lors des Journées d'études de Nice, sa communication s'intitule « Visages du communisme en France et en Italie ». Très impliqué dans les activités du Secrétariat international pris en main par Josselson et Nabokov, deux anciens officiers des services culturels de l'armée américaine à Berlin, Raymond Aron prépare la Conférence de Hambourg avec Sidney Hook et Jacques Enock. Lors de ce meeting, Aron présente un exposé sur « Les concepts de vérité de classe et de vérité nationale dans les sciences sociales » et est désigné membre du Comité Science et Liberté, un organisme dépendant du Congrès constitué de quatorze personnalités. Il prépare ensuite, avec Josselson, Nabokov, Polanyi, Jouvenel et Kristol, la Conférence de Milan : « L'avenir de la liberté ».

1955 est une année décisive pour Aron puisqu'il est l'un des intellectuels

centraux de la conférence de Milan mais aussi parce que, la même année, il est nommé à la Sorbonne et il publie *L'Opium des intellectuels*, véritable charge contre les penseurs prosoviétiques. De cette conférence émerge un nouvel organe du Congrès : le Comité des séminaires dont Aron est logiquement l'une des chevilles ouvrières. Dans un premier temps, Daniel Bell, un sociologue de l'université de Columbia récemment arrivé en France, coordonne les activités du Comité comprenant Aron, Jouvenel, Polanyi et Edward Shils (de la London School of Economics).

Raymond Aron remplace Bell à la tête du comité des séminaires et lance le projet des colloques de Rheinfelden. La publication des communications des colloques de Septembre 1959 est assurée par Jean-Claude Casanova, futur patron de l'ultra aronienne revue *Commentaire* et par Pierre Hassner. À Naples, Aron préside le colloque international et présente une réflexion sur le « Développement social et économique des pays méditerranéens ». Le dixième anniversaire du Congrès, symbolisé par la réunion de 1960, rend évident le succès de la stratégie de conquête idéologique de Raymond Aron. De nouveaux intervenants comme Edgar Morin, Georges Friedmann ou Jean-Marie Domenach illustrent la victoire de la rhétorique antitotalitaire [9].

Le scandale de 1967 qui révèle le financement du Congrès par la CIA entraîne le désengagement brutal de Raymond Aron. Pourtant, loin de condamner l'entreprise, Aron accepte de superviser la construction d'une nouvelle organisation financée par la Fondation Ford, l'Association pour la liberté de la culture [10]. Mais, devant l'ampleur du scandale en France, il refuse l'offre. François Furet, Michel Crozier et d'autres intellectuels remplacent Aron qui présidera, après le scandale, seulement deux séminaires : un à Venise, « L'historien entre l'ethnologue et le futurologue », et l'autre à Bonn, « International politics and the future of european-american relations ». Malgré son retrait, Raymond Aron accepte de devenir le président d'honneur du Committee for the Free World, projet supervisé par Midge Decter, épouse de Norman Podhoretz, le rédacteur en chef de *Commentary*, et financé par les fondations conservatrices Olin, Scaife et Smith Richardson.

Revenant sur le Congrès dans ses *Mémoires*, Raymond Aron estime que, la fin justifiant les moyens, ce fut une expérience politique nécessaire et positive : « Aurions-nous toléré le financement de la CIA, si nous l'avions connu ? Probablement non, bien que ce refus eut été en dernière analyse déraisonnable [...]. Le Congrès ne pouvait accomplir sa tâche - et il l'accomplit que par le camouflage ou même, si l'on veut, le mensonge par omission » [11].

## Un universitaire conservateur

Parallèlement à cet intense engagement politique, Raymond Aron acquiert des positions dominantes dans l'espace universitaire. En 1955, il est nommé à la Sorbonne. En 1961, grâce au soutien financier de la Fondation Ford, il crée le Centre de sociologie européenne qu'il dirige avec son assistant, un certain Pierre Bourdieu. Le jeune sociologue organise les recherches de Sociologie de l'éducation et de la culture. La rupture entre Bourdieu et Aron intervient après la publication du livre *Les Héritiers* qui deviendra quatre ans plus tard une œuvre de référence pour les étudiants contestataires.

La « trahison » de Pierre Bourdieu n'empêche pas Aron de consolider son emprise sur l'intelligentsia libérale qui se presse pour assister à ses séminaires à la Sorbonne, puis à l'École des hautes études en sciences sociales et au Centre de sociologie européenne : Pierre Hassner, Jean-Claude Casanova, Jean Baechler, Annie Kriegel, Alain Besançon, Pierre Manent, François Bourricaud, Georges Liébert, Jérôme Dumoulin. Réseau qu'il mobilise en mai 68 afin de contrer la « *petite révolution* » et plus tard pour remplacer *Preuves*, la revue officielle du Congrès pour la liberté de la culture.

Durant les événements de mai-juin 68, Raymond Aron symbolise la réaction conservatrice hostile au « *carnaval étudiant* ». Il a su fédérer autour de lui un pôle conservateur. Le 30 mai, il salue la fin des émeutes par un « *Vive de Gaulle* » de soulagement et défile, avec son ami et allié, Kostas Papaioannou, sur les Champs-Élysées. Le 11 juin, il lance dans les colonnes du *Figaro* un appel à la fin de la grève et à la reprise des cours. Le 19 juin, il publie une série d'articles intitulés « La crise de l'université » et crée un Comité de défense et de rénovation de l'enseignement français, dont la mission est d'organiser la reprise des cours et la tenue des examens. Ce Comité improvisé comprend, dans un premier temps, une équipe réduite de collaborateurs proches d'Aron : des anciens du Parti communiste comme Emmanuel Le Roy Ladurie et Annie Kriegel rejoignent pour l'occasion Alain Besançon, Kostas Papaioannou, Jean Baechler... Le 21 juin, le Comité se réunit pour la première fois : François Bourricaud, Michel Crozier (alors professeur à l'université de Nanterre), Raymond Boudon et Julien Freund en deviennent les principaux relais au sein de l'université parisienne. Pour Aron, le pouvoir ne doit pas reculer face à ce qu'il désigne comme « *le terrorisme du pouvoir étudiant* ».



Jean-Paul Sartre, André Glucksmann et Raymond Aron

Son attitude hostile à la contestation lui vaut d'être interdit de parole rue d'Ulm, ses soutenance de thèse sont parfois interrompues... Cible privilégiée des « enrégés », Aron subit aussi la critique de son ancien camarade de l'École Normale, Jean-Paul Sartre qui appelle à faire tomber « *les Bastilles de Aron* ». En août, il publie *La Révolution introuvable*, violente attaque contre les révoltés de mai 68.

## Les héritiers de Raymond Aron

À la fin des années 70, Raymond Aron a rompu avec le Congrès pour la liberté de la culture dont la revue officielle, *Preuves* [12], est moribonde. Il s'agit pour le vieux libéral de construire une nouvelle tribune académique. La revue *Contrepoint* dirigée par l'un des ses fidèles, Georges Liébert, accueille de 1970 à 1976 de nombreux disciples de l'école aronienne comme Pierre Manent. Mais, *Commentaire* va constituer la tribune idéale pour Aron. Créée en 1978, supervisée par Jean-Claude Casanova, la revue est le digne successeur de *Preuves*. Des traductions d'articles d'*Encounter* et de *Commentary* témoignent de la fonction de *Commentaire* dont certains exemplaires sont diffusés à l'Est, notamment en Pologne. La convergence des intellectuels de *Commentaire* et de la revue *Le Débat* donne naissance en 1981, sous l'impulsion de François Furet et de Pierre Rosanvallon, à la Fondation Saint-Simon, véritable think tank pro-états-unien de l'après-Guerre froide [13].

Le 17 octobre 1983, Raymond Aron témoigne en faveur de son ami Bertrand de Jouvenel accusé de « nazisme ». Le vieux philosophe déclare : « *C'est vrai que nous, les hommes de cette génération, nous étions désespérés de la faiblesse des démocraties. Nous sentions venir la guerre. Certains ont rêvé de quelque chose d'autre, qui supprimerait cette faiblesse* ». Jouvenel a effectivement, durant les années 30, rêvé d'un nouveau régime. Voyant en Hitler un Guide économique, il a adhéré au Parti populaire français de Doriot. Recruté par les services de renseignements, il a ensuite espionné son ancien ami Otto Abetz. À la Libération, il fonde avec Rueff et Hayek l'ultra-libérale Société du Mont Pèlerin [14] et est fortement impliqué dans les activités du Congrès pour la liberté de la culture [15].

La défense de son ami Jouvenel fut la dernière déclaration publique de Raymond Aron qui meurt d'une crise cardiaque dans la voiture qui l'attendait à la sortie du tribunal.

### Denis Boneau

---

[1] « *EHESS : les sciences sociales françaises sous perfusion de la CIA* », par Bertrand Chavaux, *Voltaire*, 7 juillet 2004.

[2] Raymond Aron, *Mémoires, 50 ans de réflexion politique*, Julliard, 1983, p. 175.

[3] « L'État français » est le nom donné par Philippe Pétain au régime de dictature administrative qu'il constitua après avoir abrogé la République.

[4] « *Uriage, l'école des cadres de la Collaboration* », par Denis Boneau, *Voltaire*, 23 avril 2004

[5] Raymond Aron, *Le Grand schisme*, Gallimard, 1948. p. 25

[6] « *Personne n'a eu sur moi une plus grande influence intellectuelle. Il fut un critique bienveillant lorsque j'occupais des positions officielles. Son approbation m'encourageait, les critiques qu'il m'adressait parfois me freinaient* ». Citation d'Henry Kissinger, site de *Catallaxia, Libéralisme alternatif*.

[7] « *Quand la CIA finançait les intellectuels européens* », par Denis Boneau, *Voltaire*, 27



novembre 2003.

[8] « Michaël Josselson, d'origine estonienne, fut le créateur du Congrès [...]. Il nous a trompés, pourrions-nous dire, et il l'aurait reconnu si nous avions discuté du fond avec lui [...]. Je garde pour lui considération, estime [...]. Il était plus et autre chose qu'un agent de services secrets. Intellectuel doué du sens de l'action, il porte la double responsabilité de la réussite du Congrès et du mensonge originel ». Raymond Aron, *Mémoires*, p. 238-239.

[9] Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme, Le Congrès pour la liberté de la culture à Paris, 1950-1975*, Arthème Fayard, 1995.

[10] « **La Fondation Ford, paravent philanthropique de la CIA** », *Voltaire*, 5 avril 2004.

[11] Raymond Aron a réussi, en France, à imposer cette interprétation de son engagement dans les activités du Congrès pour la liberté de la culture. Notons que la version états-unienne du travail de Frances Stonor Saunders, *The CIA and the world of arts and letters, The cultural cold war*, est plus affirmative. Elle indique que « Aron felt deeply compromised by the exposure of the Congress as a CIA front, though it is alleged he had been in on the secret for years », phrase sensiblement modifiée lors de la traduction de l'ouvrage en français politiquement correct : « Aron se sentit gravement compromis quand fut révélé que le Congrès servait de couverture à la CIA, mais certains pensent qu'il était au courant depuis des années ». In *Qui mène la danse ?*, de Frances Stonor Saunders, Éditions Denoël, 2003.

[12] De 1951 à 1966, Raymond Aron publie une cinquantaine d'articles dans *Preuves*, la revue de François Bondy, ainsi qu'une trentaine de traductions pour *Der Monat* et *Encounter*.

[13] « **La face cachée de la Fondation Saint-Simon**, par Denis Boneau, *Voltaire*, 10 février 2004.

[14] « **Friedrich von Hayek, pape de l'ultralibéralisme** », par Denis Boneau, *Voltaire*, 4 mars 2004.

[15] Son principal héritage est le groupe Futuribles, une organisation internationale de prévision économique créée grâce aux crédits de la Fondation Ford.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

# Exporter le « modèle démocratique » de Floride en Afghanistan

## Analyse

Katherine Harris, qui joua un rôle clé dans le trucage des élections de 2000, assure aux déjà convaincus lecteurs du *Washington Times* que tout va pour le mieux dans l'organisation des élections de 2004. Elle accuse l'ancien président Jimmy Carter de mauvaise foi partisane lorsqu'il dénonce les trucages en Floride. Malheureusement, ces explications interviennent alors que le scrutin a déjà commencé en Floride dans le plus total désordre.

La mascarade électorale se reproduit aux États-Unis et elle s'exporte.

Le directeur de la Rand Coporation, James Dobbins, se félicite des élections en Afghanistan qui, selon lui, devraient servir de modèle pour l'Irak. Dans l'*International Herald Tribune*, il dégage la raison du succès : Hamid Karzaï n'est pas controversé aux États-Unis, il a donc obtenu le soutien de toutes les forces états-uniennes. Le résultat était donc aisé à contrôler et programmé d'avance. De même la réussite des élections en Irak dépend de la volonté unanime des forces états-uniennes pour imposer Iyad Allaoui.

Dans le *Washington Times*, Don Ritter et Atiq Panjshiri s'émerveillent eux aussi des élections afghanes. Cependant, beaucoup plus réalistes, ils ne célèbrent pas la victoire de la démocratie, puisque tout le monde sait que le scrutin a été truqué à grande échelle, mais celle des urnes sur les balles, c'est-à-dire le retour de la paix. Un point de vue d'autant plus sincère que Don Ritter joua un rôle central dans l'organisation et le financement du jihad contre les Soviétiques et que le clan tadjik des Panjshiri fut son allié dans le renversement des talibans.

Ken Weinstein, directeur de l'Hudson Institute, a accordé un entretien au

*Figaro*. Il récuse la notion de fracture transatlantique dans la mesure où, selon lui, les États-Unis n'ont pas de problèmes avec l'Europe, mais seulement avec la France et l'Allemagne. Il estime que le prochain président états-unien, quel qu'il soit, sera l'héritier et le continuateur de l'administration Bush 1. Plus, encore, si Bush restait à la Maison-Blanche, sa seconde équipe serait plus homogène et agressive que la première.

Quel est donc cet héritage politique ? Pour répondre à cette question, *El Pais* reproduit la préface que José Saramago a rédigé en introduction au *Cartel Bush* dont la version espagnole paraît la semaine prochaine. Le Prix Nobel de littérature y souligne que l'ère Bush est celle du mensonge, qui détruit la confiance et ouvre la voie à la guerre : « Il ment, il sait qu'il ment, il sait que nous savons qu'il ment, mais il continue de mentir », écrit-il.

George Soros appelle les lecteurs du *Taipei Times*, qui n'en ont pas le pouvoir, à chasser Bush de la Maison-Blanche. Ce n'est évidemment pas dans l'espoir de les convaincre à agir qu'il s'exprime ainsi, mais au contraire pour les préparer à subir. La campagne internationale des démocrates vise à préparer l'opinion publique étrangère à réserver un bon accueil à John Kerry s'il était élu. M. Soros va jusqu'à stigmatiser l'invasion de l'Irak alors même que son champion, le sénateur Kerry, a approuvé cette guerre et a confirmé qu'il la continuerait. Comme en miroir, l'écrivain britannique John Le Carré s'adresse aux lecteurs du *Los Angeles Times* pour leur demander de débarrasser le monde de George W. Bush. Cette apostrophe n'est pas isolée : le *Guardian* a appelé ses lecteurs à écrire aux citoyens états-uniens pour leur demander de voter Kerry. D'une manière générale, les Britanniques, humiliés par le suivisme de Tony Blair, jouent les grands frères européens vis-à-vis du Nouveau monde, ce qui suscite une irritation croissante outre-Atlantique.

Enfin, on sait que Laurent Gbagbo est en conflit avec la presse de gauche française qui l'a longuement accusé d'avoir commandité des massacres sans jamais avoir pu attester de l'existence même de ces tueries. C'est donc au quotidien conservateur *Le Figaro* que le président de gauche de la Côte d'Ivoire a accordé un entretien. Il y met en cause ses opposants armés, soulignant que ceux-ci ont un intérêt personnel à la poursuite de la guerre civile et se laissent aller à une dérive mafieuse. Jamais, il ne met la France en cause bien que l'armement des rebelles par Paris soit un secret de polichinelle. Cependant, et c'est certainement là le point le plus important de son propos, il met en garde les grandes puissances contre le rejet que leurs manipulations suscitent en Afrique. Il serait préjudiciable à tous que le conflit existant entre l'Occident et le monde arabe s'étende au monde noir.

**Réseau Voltaire**

## Katherine Harris



Katherine Harris est députée républicaine de Floride. Elle était jusqu'en 2002 secrétaire d'État de Floride. C'est elle qui, avec Jeb Bush, avait organisé la fraude massive qui a permis la désignation par la Cour suprême de George W. Bush à la présidence.

### « Les faits concernant la Floride »

Source : Washington Times

Référence : « The facts on Florida », par Katherine Harris, *Washington Times*, 20 octobre 2004.

J'ai longtemps considéré **Jimmy Carter** comme un homme honorable, mais ses dernières prises de position partisans concernant le système électoral de Floride ne font pas honneur à sa réputation de probité et d'équité. M. Carter sait que des problèmes identiques à ceux qu'a connus la Floride en 2000 ont eu lieu dans d'autres États, dont la Géorgie, l'État de M. Carter, et que si les élections y avaient été plus serrées, on aurait alors constaté des problèmes plus graves qu'en Floride.

Après les élections de 2000, j'ai proposé une réforme législative qui a rendu illégales les cartes perforées, a attribué 24 millions de dollars pour construire un nouveau système de vote et six millions pour l'éducation civique. Ces efforts ont été reconnus par le professeur **Larry Sabato**. Au lieu de reconnaître ce travail, Carter préfère affirmer que plusieurs milliers d'Afro-américains n'ont pu s'exprimer. Or, compte tenu du secret du vote, on ignore la race des électeurs. Il n'a jamais été possible de prouver les allégations de l'extrême gauche selon lesquelles un grand nombre de noirs auraient abusivement été retirés des listes électorales lors de nos efforts pour écarter les délinquants. Nous n'avons pourtant reçu que deux plaintes sur cette question. Toutefois, comme j'estime que le vote est un droit sacré, il y a désormais un système de vote provisoire : en cas de doute, le vote est conservé, puis il est pris en compte si on confirme que la personne avait bien le droit de vote.

Pourtant, Carter accuse **Jeb Bush**, Glenda Hood et moi d'empêcher toute réforme en raison de notre caractère partisan. Je préfère croire que M. Carter est mal informé.

## James Dobbins

James Dobbins est directeur de la Rand Corporation. Il a été l'envoyé spécial de l'administration Bush en Afghanistan et il avait supervisé auparavant les opérations de maintien de la paix au Kosovo, en Bosnie, en Haïti et en Somalie.

### « Élections et reconstruction »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Elections and nation-building », par James Dobbins, *International Herald Tribune*, 20 octobre 2004.

La récente élection afghane représente une étape importante dans la reconstruction de la nation, mais ce qui est plus important encore que les résultats ou la façon de voter est l'apparente acceptation par les électeurs et les principaux participants de la légitimité du processus électoral. Les élections sont un acte clé dans la reconstruction d'un pays, mais elles sont aussi des moments d'intense polarisation politique et elles sont fréquemment contestées par les vaincus, ce qui perpétue les divisions de la société.

Il y a neuf ans, les États-Unis et l'ONU ont soutenu un processus électoral en Haïti. Les vaincus avaient refusé le résultat du scrutin et cela avait perpétué l'instabilité. Là, au contraire, les opposants semblent accepter la validité du scrutin afghan. Il y a plusieurs raisons à cela. Tout d'abord, Karzaï est une personnalité moins controversée qu'Aristide. Ensuite, l'opposition haïtienne recevait des soutiens de la part d'opposants à **Bill Clinton** alors que l'opinion états-unienne est restée unie en faveur de l'intervention en Afghanistan, personne n'a donc sapé le travail de **Zalmay Khalilzad**. Enfin, la communauté internationale parle d'une seule voix à Kaboul, y compris les voisins de l'Afghanistan qui ont soutenu le processus.

C'est ce résultat qu'il faut rechercher en Irak. **Iyad Allaoui** doit organiser une conférence avec les voisins de l'Irak.

## Don Ritter, Atiq Panjshiri

Don Ritter est un ancien député états-unien Républicain (1979-1993) ayant régulièrement pris position dans les années 80 pour l'aide aux Afghans contre les Soviétiques. Il est président de l'Afghanistan - America Foundation. Il est conseiller de l'Afghan International Chamber of Commerce et vice-président de l'Afghan American Chamber of Commerce.

Homme d'affaire

### « Les bulletins contre les balles »

Source : Washington Times

Référence : « Ballots over bullets », par Don Ritter et Atiq Panjshiri, *Washington Times*, 20 octobre 2004.

La signification de l'élection présidentielle afghane ne doit pas être sous-estimée. Elle marque une victoire de la liberté sur l'islam radical. Les Afghans reprennent confiance, ils parlent de la victoire des urnes sur les balles. Même les « seigneurs de guerre » ont participé au processus électoral. Pourtant, les médias n'en ont quasiment pas parlé, ne s'intéressant pas à ce qui va bien. Comment l'Amérique peut-elle gagner une guerre sans avoir la possibilité de contempler sa victoire ? Cela donnerait du courage à nos troupes, elles qui ont libéré un pays lointain avec l'aide de nombreux États. Dans cette partie du monde, l'Afghanistan est frontalier avec l'Irak qui soutient les terroristes et le

américano-afghan, Atiq Panjshiri est président de l'Afghan American Chamber of Commerce.

Pakistan qui les abrite, organiser des élections malgré les Talibans n'était pas un petit événement. C'est un événement à la portée symbolique considérable. Il reste toutefois beaucoup à faire, le gouvernement doit poursuivre sa réforme, l'armée doit être renforcé, les milices démobilisées, le trafic de drogue combattu. L'Afghanistan doit également mettre en place une politique fiscale permettant la croissance et qui fera l'envie des autres nations de la région.

## Ken Weinstein



Ken Weinstein est vice-président et directeur général de l'Hudson Institute.

### « Bush ne fera pas demi-tour »

Source : Le Figaro

Référence : « Bush ne fera pas demi-tour », par Ken Weinstein, *Le Figaro*, 20 octobre 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

Je n'ai jamais eu le sentiment qu'il existait une « fracture transatlantique ». Les États-Unis, tout au long de la crise irakienne, ont continué à entretenir d'excellentes relations avec beaucoup de pays européens. En fait, ils ont emmené avec eux la majorité des nations européennes et des membres de l'OTAN. Il existe en revanche des différences très marquées avec la France et l'Allemagne à l'égard de l'Irak et des organisations internationales. En effet, la France a pu chercher à les utiliser pour constituer un front du refus face aux positions et aux analyses des États-Unis, une attitude contre-productive pour Paris. Nous voulons aujourd'hui que les organisations internationales aident à la formation de bataillons irakiens qui pourront combattre aux côtés des Marines états-uniens. En cas de victoire de Bush, nous allons d'ailleurs assister, d'ici aux élections de janvier en Irak, à une offensive majeure dans ce pays. Concernant l'Iran, la situation est de plus en plus inquiétante et j'ai du mal à croire que le projet des Européens de mettre en place des mesures incitatives pour convaincre Téhéran d'abandonner son projet va aboutir, mais une option militaire n'est pas envisageable car les sites iraniens sont trop dispersés. Pour détourner Téhéran de son programme nucléaire, il faut une menace forte de sanctions, des sanctions qui ne devront pas ressembler au programme « Pétrole contre nourriture » en Irak, trop facilement déjoué. Il faut également aider la jeunesse iranienne à changer le régime dans son pays. S'il est réélu, Bush ne fera pas demi-tour, il continuera sa politique. La retraite probable de **Richard Armitage** et **Colin Powell** après les élections pourrait donner une couleur plus néo-conservatrice à la nouvelle administration Bush, mais il est douteux qu'un néo-conservateur succède à **Donald Rumsfeld** au **Pentagone**. Quoiqu'il en soit, les décisions ultimes resteront aux mains de Bush. Le Parti républicain est traversé par des tensions entre « néo-conservateurs », « réalistes » et « paléo-conservateurs », mais c'est également le cas à gauche. Il est réconfortant de voir que **John Kerry** et **John Edwards** ont tenté de doubler le président sur sa droite. En cas de défaite de Bush, les lignes idéologiques ont tellement bougé depuis les attaques terroristes du 11 septembre 2001 que John Kerry reprendrait à son compte la ligne du président sortant en matière de défense et de sécurité. De ce point de vue, là encore, le virage à droite serait un legs de George W. Bush à son successeur.

## José Saramago



José Saramago est écrivain et prix Nobel de littérature.

### « Bush ou l'âge du mensonge »

Source : El Pais

Référence : « Bush, o la edad de la mentira », par José Saramago, *El Pais*, 20 octobre 2004. Ce texte est la reprise de la préface espagnole du livre de James Hatfield *Le Cartel Bush*.

**James Hatfield** a réalisé un travail minutieux pour décrire la carrière politique et entrepreneuriale de **George W. Bush** et je conseille aux lecteurs qui veulent connaître les chemins parcourus par Bush pour atteindre le trône impérial de s'y référer directement. Le livre décrit les étapes de la vie de Bush : ses études à Yale, ses manipulations pour faire son service militaire dans la Garde civile pour éviter le Vietnam, les mécanismes financiers mis en place pour renflouer ses compagnies pétrolières, la vente des actions d'Harken Energy, l'acquisition de l'équipe de base-ball des Texas Rangers dont la vente fit de lui un multimillionnaire et enfin son élection au poste de gouverneur du Texas. Aujourd'hui, Bush est président grâce à ce qui s'apparente à un coup d'État, un coup qui n'a pas eu besoin de l'armée même s'il a dû recevoir l'assentiment du Pentagone, un coup mené avec l'aide de la Cour suprême, de **Jeb Bush** et des grands médias des États-Unis. À côté de ce qui s'est passé lors de la dernière élection, les manipulations de Nixon font pâle figure malgré la bêtise et l'inculture de Bush. Son seul talent est de savoir mentir. Il ment, il sait qu'il ment, il sait que nous savons qu'il ment, mais il continue de mentir. Face à la vérité, il assènera des mensonges, sans relâche. C'est ce qu'il a fait pour justifier la guerre d'Irak avec l'aide de **Tony Blair** et **José-Maria Aznar**. Avec l'investiture de George W. Bush s'est ouvert l'âge du mensonge, le mensonge comme une arme commerciale, le mensonge comme prélude des tanks et des canons.

## George Soros



George Soros est président de l'Open Society Institute et du Soros Fund Management. Il est l'auteur de *The*

### « Jeter George W. Bush hors de la Maison-Blanche pour le bien de l'Amérique »

Source : Taipei Times

Référence : « Throw George W. out of the White House, for America's sake », par George Soros, *Taipei Times*, 20 octobre 2004.

Je n'ai jamais été profondément impliqué dans les combats politiques partisans, mais nous ne vivons pas une époque normale car **George W. Bush** met en

*Bubble of American  
Supremacy.*

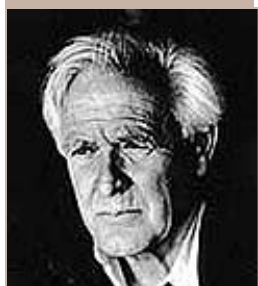
danger les États-Unis et le monde, tout en sapant les valeurs américaines. Pour m'être opposé à lui j'ai été diabolisé dans les campagnes de Bush.

En 2000, Bush promettait une politique étrangère « humble », mais s'il est réélu aujourd'hui sa politique des frappes préventives sera reconnue et le monde devra vivre avec ses conséquences. Au contraire, en la répudiant les États-Unis ont une chance de regagner le soutien du monde. Bush a utilisé le 11 septembre pour faire taire les voix dissonantes. Bush a eu raison d'envahir l'Afghanistan car c'est là que Ben Laden se trouvait, mais il a joué le jeu de Ben Laden en attaquant l'Irak, en augmentant ainsi les capacités de recrutement des terroristes et en décrédibilisant les États-Unis dans le monde.

Bush a généralisé le mensonge pour bénéficier du soutien de la population. Ainsi 40 % des Américains pensent que Saddam Hussein est lié au 11 septembre malgré les démentis de la **Commission d'enquête sur le 11 septembre**. La Guerre d'Irak était une guerre de choix fondée sur de fausses affirmations. Le monde doit se réjouir de la chute de Saddam Hussein, mais les États-Unis avaient l'obligation de faire régner l'ordre et la loi et ils ne l'ont pas fait faute de troupes. Pire encore, quand les soldats états-uniens rencontraient de la résistance, ils ont employé des méthodes humiliantes pour la population. Les erreurs et tergiversation des États-Unis ont été nombreuses dans ce dossier, mais les problèmes ne se limitent pas à l'Irak : l'Afghanistan échappe à tout contrôle et la Corée du Nord, l'Iran et le Pakistan et d'autres pays ont des programmes nucléaires.

L'administration Bush peut être critiquée pour un grand nombre de ses politiques, mais rien n'est aussi grave que ce qu'elle a fait en Irak.

## John le Carré



Ancien fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères britannique, John le Carré est un célèbre auteur de romans d'espionnage, dont *L'Espion qui venait du froid*.

### « Si Le Carré pouvait voter »

Source : Los Angeles Times

Référence : « If Le Carré Could Vote », par John le Carré, *Los Angeles Times*, 20 octobre 2004.

Il y a peut-être une bonne raison, une seule, de réélire **George W. Bush** : le forcer à gérer les conséquences de son action et devoir répondre de ses mensonges plutôt que ce soit un démocrate qui doive être blâmé pour les folies de son prédécesseur. Probablement aucun président états-unien n'a été aussi universellement haï que Bush : pour son unilatéralisme, son rejet des traités internationaux, son mépris pour les institutions internationales et pour avoir dévoyé la cause de l'anti-terrorisme pour mener une guerre illégale contre un pays qui, certes, souffrait d'une odieuse dictature, mais n'avait pas d'armes de destruction massive, pas de liens avec le 11 septembre et n'avait pas de liens avec le terrorisme hormis comme allié des États-Unis dans la sale guerre contre l'Iran.

Vous allez voter en novembre, nous votons l'année suivante et ces deux votes seront la réponse à la même question : combien de temps un mensonge peut-il durer après que la vérité ait éclaté ? La guerre d'Irak était planifiée depuis longtemps, Ben Laden a donné l'excuse et l'Irak a payé la note, comme les



enfants états-uniens et britanniques. Dans le même temps, Bush ruinait votre pays en rendant les riches plus riches et en privant les autres de leurs droits sociaux. Il s'est également attaqué aux libertés avec le *Patriot Act* et les abus contre les prisonniers de **Guantanamo** et d'Abu Ghraib. Rendez-nous l'Amérique que nous aimons car tant que **Tony Blair** répète les mensonges de Bush, votre cauchemar est aussi le nôtre.

## Laurent Gbagbo



Laurent Gbagbo est président de Côte d'Ivoire.

### « Beaucoup de gens n'ont pas intérêt à ce que la paix revienne »

Source : Le Figaro

Référence : « Beaucoup de gens n'ont pas intérêt à ce que la paix revienne », par Laurent Gbagbo, *Le Figaro* 19 octobre 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

Le désarmement prévu le 15 octobre en Côte d'Ivoire n'a pas eu lieu et tout le monde a maintenant compris que le blocage ne venait pas du chef de l'État, ni du fait de non-lois non encore votées. Il n'y a pas de problèmes pour faire passer les lois ordinaires. C'est juste une question de temps. Ce qui pose problème, c'est l'article 35 des accords d'Accra sur les réformes constitutionnelles. Le président ne peut pas changer seul la constitution, il a besoin d'un vote du Parlement avec une majorité qualifiée des deux tiers. Pour cela, il faut un retour de l'intégrité territoriale du pays. Alors seulement, un référendum pourra être organisé. Certains ont affirmé que je pouvais utiliser l'article 48 (l'équivalent de l'article 16 de la constitution française, celui là même qui avait poussé François Mitterrand à écrire le *Coup d'État permanent*), mais cet article ne permet pas de changer la constitution. On me reproche d'opposer une logique juridique à une logique politique, mais les rebelles ont tenté un coup d'État qui a échoué, puis ils ont voulu lancer une guerre civile qu'ils n'ont pas gagnée. Aujourd'hui, ils voudraient toucher les gains politiques d'une victoire qu'ils n'ont pas remportée.

Je n'ai pas pour objectif de reprendre par les armes les territoires sous contrôle rebelle, mais c'est vrai que je suis en train de construire une armée car c'est le devoir d'un chef d'État que de défendre son pays et que pendant 40 ans nous n'avons pas eu de véritable armée. Face à nous, nous avons des groupes qui se sont enrichis grâce à la rébellion, d'anciens chauffeurs qui ont des millions sur leur compte en banque, et qui n'ont donc aucun intérêt à un retour de la paix. Comme toutes les rébellions d'Afrique, celle en Côte d'Ivoire, qui est le bras armé du RDR d'Alassane Ouattara, se criminalise.

La rébellion, depuis sa base arrière du Burkina Faso, m'accuse de ne faire aucune concession alors que je leur ai accordé l'amnistie, l'inclusion dans le gouvernement et que je leur ai proposé de soumettre l'article 35 au Parlement après ne serait-ce qu'un début de désarmement. Après, il y aura un référendum. Je ne comprends pas les réticences de M. Ouattara alors qu'il ne cesse de clamer que son mouvement est « majoritaire ».

En Côte d'Ivoire, 70% de la population a moins de trente ans et 40% des jeunes sont au chômage. Une petite partie des jeunes a pris les armes pour attaquer le

pays. D'autres ont pris la rue pour défendre la république. Je dis juste que je préfère ceux-là. On ne peut me demander de faire rentrer Guillaume Soro (le jeune chef rebelle, NDLR) au gouvernement et de mettre Charles Blé Goudé (le chef des jeunes patriotes, NDLR) en prison. Quoi qu'il en soit, je condamne les attaques contre les Français. Il existe un clivage fort entre le monde musulman et l'Occident car on n'a pas affronté les problèmes à temps, je pense qu'on s'oriente vers un même schéma entre l'occident et le monde noir. Notons que du jour où **Robert Mugabe** a été désavoué par l'Occident, il est devenu un des hommes les plus populaires d'Afrique. Il faut éviter la rupture. Après avoir été très tendues, nos relations s'améliorent avec Paris. Pourtant, après l'affaire Julia, où je n'ai fait que prêter un avion dans une opération qui, je le pensais, avait l'aval de l'Élysée, **François Hollande** a déclaré que j'étais « infréquentable ». Voilà l'illustration de ce que je viens de dire sur les relations entre des pays puissants et riches et d'autres faibles et pauvres. Chez les « grands », on peut se croire autorisé à déverser toute sa bave sur les « petits ». François Hollande se serait-il autorisé ces propos sur **George W. Bush** ou **Vladimir Poutine** ?